

Communiqué de presse

Paris, le 15 avril 2016

Le Centre Dramatique de l'Océan Indien, situé à St Denis de La Réunion est aujourd'hui en danger. Créé en 1998, implanté au Théâtre du Grand Marché et dirigé actuellement par Lolita Monga, le dernier né des centres dramatiques s'engage activement à soutenir et promouvoir la création contemporaine théâtrale, locale et venue d'ailleurs. Avec conviction, il va au devant des publics, tisse des liens avec la population et les artistes, rayonne sur l'ensemble de l'île, autant d'actions qui s'érigent patiemment, sur la durée, et qui pourraient disparaître.

La Ville de St Denis, en effet, profitant notamment de l'arrivée à échéance du mandat de la directrice, a signifié sa volonté de reprendre possession du lieu, quitte à perdre le label de centre dramatique. Bien que le ministère de la Culture et de la Communication ait signifié l'importance qu'il attache au maintien d'un centre dramatique à La Réunion, dont les capacités d'actions doivent rester pleines et entières, de la création à la programmation, du soutien aux artistes aux actions de territoire, nous sommes très inquiets.

A ce jour, les scénarios envisagés soulèvent tant de questions humaines, financières et liées à l'activité, que le temps de la concertation s'impose.

Les décisions unilatérales de certaines collectivités concernant les établissements culturels de leur territoire deviennent de plus en plus nombreuses et décomplexées, fragilisant parfois jusqu'à l'anéantissement des structures implantées depuis de nombreuses années, dont l'engagement et le travail ne sont plus à prouver, mais à poursuivre et continuer de développer.

Ce mouvement est profondément inquiétant.

Il nous concerne tous. Aucun territoire ne doit subir les conséquences de politiques culturelles obscures ou inexistantes, et peut-être encore moins les territoires ultra-marins.

Nous demandons instamment aux partenaires publics du CDOI à La Réunion de prendre un temps réel de concertation, en lien avec l'équipe du centre dramatique, afin de trouver la solution qui permettra de maintenir sur l'île ce label structurant, qui contribue à la vitalité de la création contemporaine et à l'ouverture et l'émancipation de la population.

Contact presse :
Marie-Pierre Bayle (SYNDEAC)
Tél : 01 44 53 72 30